

Publications économiques et financières



Synthèse annuelle 2021

N° 363 / Mai 2022

L'ÉCONOMIE DE WALLIS-ET-FUTUNA EN 2021

Une économie résiliente dans un climat incertain

En 2021, l'économie de Wallis-et-Futuna maintient une **trajectoire favorable**, comme en 2020, avec une progression marquée de la consommation des ménages. L'économie du Territoire a cependant été touchée par la pandémie de Covid-19 de mars à juin, et toute l'année pour les questions d'approvisionnement et pour les déplacements internationaux.

Après avoir progressé en 2020, **l'investissement** des entreprises continue d'être bien orienté. Dans un contexte d'isolement par rapport à l'extérieur et avec une inflation modérée, la **consommation des ménages**, socle important de l'activité, est bien orientée. Cette évolution est accompagnée par l'amélioration des indicateurs de vulnérabilité : le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire et le nombre d'incidents de paiement par chèque diminuent nettement.

L'activité a progressé dans la plupart des secteurs, hormis pour le transport international où le trafic a chuté, avec la suspension de la bulle sanitaire avec la Nouvelle-Calédonie début mars. Le commerce demeure une activité prépondérante pour le Territoire. Le BTP s'est redressé et est sorti de sa phase de stagnation, avec la préparation et le début de certains travaux du plan de relance (la construction d'une cité administrative à Futuna, l'agrandissement des locaux de la circonscription d'Uvéa à Mata'Ututu et la construction d'une maison d'accueil pour les femmes en détresse).

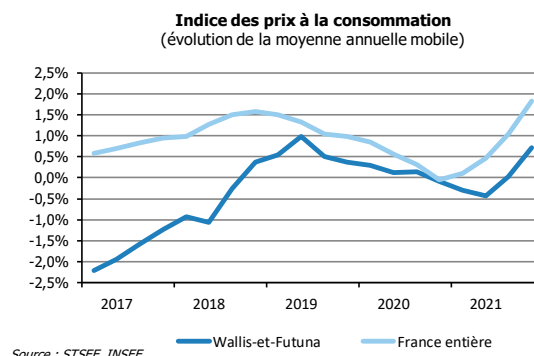
Les crédits accordés à l'économie sont bien orientés, grâce à l'importante progression des crédits aux entreprises, tirés par les différentes mesures de soutien accordées aux entreprises et notamment les PGE. L'encours des crédits aux ménages est en revanche en légère baisse. La **sinistralité** se maintient à des niveaux bas et les **actifs financiers** ressortent en progression sensible. En effet, dans un climat incertain, les encours des dépôts à vue et des livrets ordinaires des ménages ont fortement augmenté, comme en 2020. Les actifs des entreprises ont également progressé.

L'activité poursuit sa bonne dynamique

Une hausse des prix contenue malgré la hausse du prix de l'énergie

L'indice des prix à la consommation (IPC) **augmente de 0,7 %** en moyenne en 2021 (contre -0,1 % en 2020). Les prix des services (-1,3 %) et des produits manufacturés (-0,3 %) sont en baisse. En revanche, les prix de l'alimentation (+2,0 %) et surtout de l'énergie (+5,7 %) sont en hausse.

Les diminutions des prix de la presse (-15,7 % sur l'année) et des dépenses pour les animaux (-2,8 %) expliquent la baisse des prix des services. Concernant l'alimentation, tous les produits alimentaires sont en



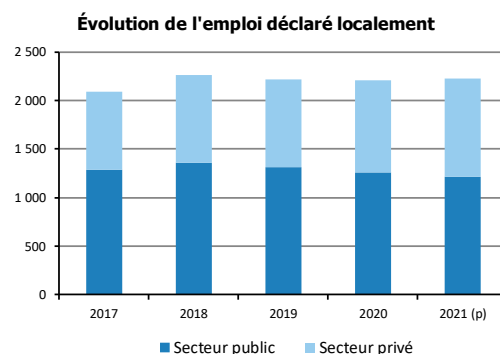
hausse fin 2021 par rapport à fin 2020 (hormis les poissons et fruits de mer, -2,4 %), notamment les légumes (+7,1 %), le sucre et les confiseries (+4,6 %), les boissons non alcoolisées (+3,7 %), le pain et les céréales (+3,2 %) et la bière (+3,0 %). Les prix de l'énergie augmentent après deux années de baisse dans le cadre de la péréquation tarifaire des prix de l'électricité (-11,3 % en 2020, -13,1 % en 2019). Cette augmentation s'explique en grande partie par la hausse des prix des hydrocarbures après la baisse de 2020 : +20,5 % pour l'essence et +16,8 % pour le gasoil à décembre 2021 par rapport à décembre 2020.

Un emploi déclaré en légère hausse

En moyenne en 2021 (sur les trois premiers trimestres), 2 227 salariés sont déclarés à la Caisse des prestations sociales de Wallis-et-Futuna (CPSWF), soit 23 salariés de plus qu'en 2020 en moyenne.

L'emploi dans le **secteur privé** a augmenté (+7,5 %) et comptabilise 1 013 salariés en moyenne. Hormis l'industrie/artisanat (-3,7 %), tous les secteurs sont en hausse : l'emploi a augmenté dans le secteur des services (+10,7 %), du commerce (+5,5 %) et du BTP (+16,2 %).

L'emploi dans le **secteur public** reste prépondérant avec 1 214 salariés en moyenne, mais diminue sur l'année, avec une baisse de 3,8 % en 2021.

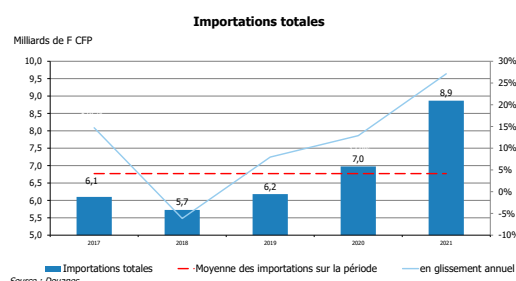


Source : CPSWF
Données en moyenne annuelle, (p) données sur les trois premiers trimestres

Nette augmentation des importations

Les importations de biens progressent de 27,1 % par rapport à 2020, passant de 7,0 milliards de F CFP en 2020 à 8,9 milliards en 2021. Ce niveau est significativement supérieur à la moyenne enregistrée entre 2017 et 2021 (6,8 milliards de F CFP). En 2021, il y a eu 2 porte-conteneurs en plus (16 contre 14 en 2020), mais c'est surtout le nombre de conteneurs qui a augmenté (+38,7 % par rapport à 2020).

Avec 2,6 milliards de F CFP, **l'Hexagone renforce sa position de principal fournisseur** du Territoire en 2021, avec une part de marché de 28,8 % (contre 18,6 % en 2020), avec notamment des importations importantes, dans le cadre de la crise sanitaire, de matériel de protection (masques, blouses), de produits pharmaceutiques (vaccins) et de matériel pour les tests (écouvillons, appareils, réactifs).



Source : Douanes

La Nouvelle-Calédonie prend la place de deuxième fournisseur de l'archipel, avec une part de marché de 13,8 % (contre 7,6 % en 2020). Les importations en provenance du Caillou ont plus que doublé en 2021 : elles représentent 1,2 milliard de F CFP contre 524 millions en 2020, avec en particulier des importations de matériel médical et de ciment en hausse.

L'Union européenne reste à la place de troisième fournisseur du Territoire, sa part de marché passant toutefois de 14,7 % en 2020 à 10,9 % en 2021. Suivent **la Nouvelle-Zélande et Fidji**, avec respectivement 8,1 % et 7,4 % de parts de marché, en augmentation. Deuxième fournisseur durant les années 2010 et troisième en 2020, **Singapour rétrograde en sixième fournisseur** de biens du Territoire avec 7,4 % du total des importations (contre 12,2 % en 2020). Sa part de marché pour les produits énergétiques ne s'élève plus qu'à 77 % en 2021 contre 91 % en 2020, étant concurrencée par l'Australie et la Chine.

Au **niveau continental**, si l'on considère les principaux fournisseurs (qui représentent plus de 95 % des importations du Territoire), la part de l'Europe augmente, passant de 34,0 % en 2020 à 40,1 % en 2021, portée par les importations en provenance de l'Hexagone. La part de l'Océanie augmente également (de 29,0 % à 34,2 %), alors que la part de l'Asie diminue (de 24,7 % à 20,9 %).

Hormis les produits énergétiques, tous les postes d'importation sont en augmentation ; ce sont en particulier les **importations de biens agroalimentaires** (+45,3 %, à 2,4 milliards de F CFP) et de **biens intermédiaires** (+41,4 %, à 1,7 milliard de F CFP) qui portent la forte hausse des importations. Dans le détail, les plus fortes augmentations concernent les importations de produits de l'industrie textile (qui comprennent le matériel médical de protection importé dans le cadre de la crise sanitaire, +144,7 %), les produits minéraux (+78,4 %), d'habillement et de cuir (+51,2 %). Ces évolutions s'expliquent notamment par un effet de report de la consommation sur le marché local. En revanche, les importations en valeur de **produits énergétiques** ont diminué (-8,8 %), après une baisse de 11,6 % en 2020, avec le faible cours du pétrole sur la première partie de l'année et une moindre consommation du secteur de l'aviation. Ces produits représentent 11,5 % des importations de biens du Territoire.

Les recettes douanières augmentent fortement (+20,3 % sur un an), à 2,4 milliards de F CFP. C'est surtout la hausse des taxes d'entrée (+208,2 millions de F CFP, soit +22,8 %) qui explique cette augmentation. Les droits de douane (+67,3 millions de F CFP, soit +23,8 %), les taxes sur l'alcool (+42 millions de F CFP, soit +22,9 %) et le tabac (+32,6 millions de F CFP, soit +9,8 %) augmentent également. Les taxes sur les hydrocarbures diminuent légèrement (-5,8 millions de F CFP, soit -12,1 %), avec des prix faibles des hydrocarbures au premier semestre.

Forte croissance des importations de biens de consommation

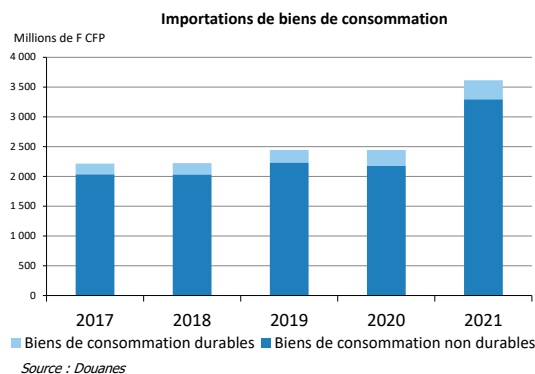
Dans un contexte d'isolement par rapport à l'extérieur et avec une inflation modérée, les importations de **biens de consommation** progressent nettement (+47,9 %, après une stabilité en 2020), représentant 40,8 % des importations totales. Les importations de **biens non durables**, qui constituent la plus grande partie de la consommation (37,2 % des importations totales), augmentent de 51,5 % (mais seulement de 25,6 % en poids) tandis que les importations de **biens durables** (3,6 % des importations totales) s'inscrivent en hausse de 18,8 %.

Poste majeur dans la consommation non durable des ménages, les importations de **biens agroalimentaires** augmentent de 45,3 % et accroissent leur part dans les importations totales : elles représentent désormais 34,6 % du total des importations contre 23,8 % en 2020.

La **consommation d'électricité** sur le Territoire reste en hausse sur l'année (+3,7 %), après la forte augmentation de 2020 dans un contexte de baisse du prix dans le cadre de la péréquation tarifaire.

Les immatriculations de **véhicules neufs de tourisme** sont en hausse, avec 108 unités, contre 86 en 2020.

L'encours des **crédits à la consommation** diminue sur l'année (-5,9 %), pour s'établir à 1,6 milliard de F CFP.



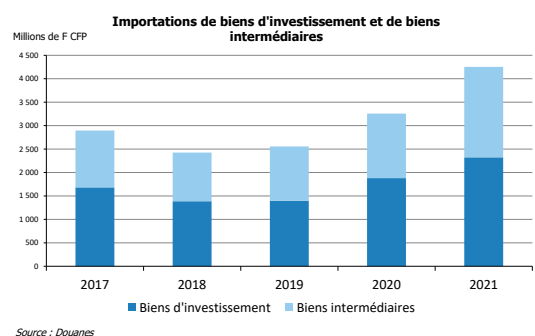
Vigueur de l'investissement

En 2021, et davantage qu'en 2020, l'investissement augmente de manière importante. Les importations de **biens d'investissement** sont bien orientées (+23,6 %). Les importations de **biens intermédiaires** sont en forte augmentation (+40,2 %), en lien avec les importations de matériel de protection et de réactifs (qui rentrent dans cette catégorie) dans le cadre de la crise sanitaire et avec la progression des importations de produits minéraux, et notamment du ciment (cf. infra). Leurs poids dans les importations totales sont stables : les biens d'investissement représentent 26,2 % des importations (contre 27,0 % en 2020) et les biens intermédiaires 21,8 % (contre 19,7 % en 2020).

Les importations de **produits de l'industrie de l'automobile** augmentent de 25,4 %, constituant 10,7 % des importations totales.

L'acquisition de **véhicules utilitaires neufs** est en plein boom et atteint son point le plus haut de ces dernières décennies, en lien avec les nombreux chantiers prévus dans le cadre du plan de relance : on dénombre 155 immatriculations en 2021 contre 94 en 2020.

L'encours des **crédits d'exploitation et d'investissement** augmente de 47,3 %, passant de 671,4 millions de F CFP à fin 2020 à 989,1 millions de F CFP à fin 2021. Cette évolution provient de la hausse des crédits d'exploitation (+20,8 millions de F CFP) et surtout de celle des crédits d'investissements (+296,9 millions de F CFP).



Les principaux secteurs économiques en forte croissance hormis le trafic aérien

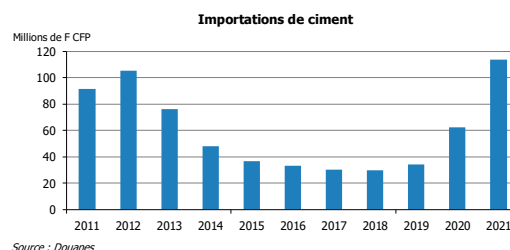
Le secteur du BTP en très forte croissance

En 2021, le secteur du BTP poursuit sa bonne dynamique amorcée en 2019, après le creux de la fin des années 2010.

En effet, si ce secteur a été très actif entre 2010 et 2013 grâce à de nombreux projets (construction du port de Mata'Utu, infrastructures sportives en vue des Mini-Jeux, reconstruction liée aux dégâts engendrés par les cyclones Tomas et Evan), il souffrait depuis d'une faible commande publique et privée. **Les importations en valeur de ciment** progressent de 81,8 % par rapport à l'année précédente (114 millions de F CFP en 2021 contre 62 en 2020), et la hausse est encore plus forte en volume (+416,6 %).

L'année a en effet été marquée par le lancement de chantiers dans le cadre du plan de relance : construction d'une cité administrative à Futuna, agrandissement des locaux de la circonscription d'Uvéa à Wallis...

Le secteur emploie **100 salariés** au 30 septembre 2021, soit davantage qu'en septembre 2020 (85). Pour rappel, le secteur employait 104 salariés en 2012 et 134 en 2013.

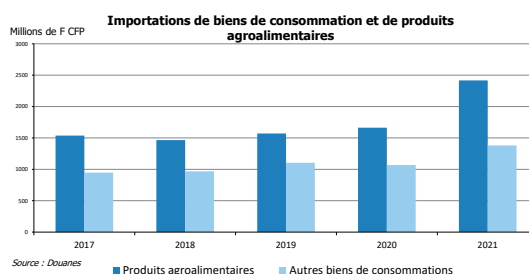


Un bilan positif pour le secteur du commerce

Le secteur du **commerce** renforce sa place prépondérante dans l'activité économique du Territoire. Principal poste des importations avec plus d'un quart des importations totales (2 416 millions de F CFP), les importations de **produits des industries agricoles et alimentaires** progressent de 45,3 % par rapport à 2020. Les importations de **produits agricoles, sylvicoles et piscicoles** augmentent de 33,5 % tout comme les importations des **autres biens de consommation** (+29,2 %).

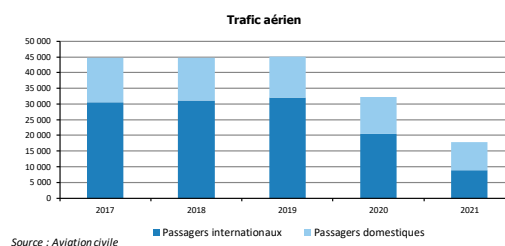
Dans le domaine de la monétique, le **nombre de cartes bancaires** progresse (2 425 contre 2 198 en 2020), tout comme le **nombre de commerçants équipés d'un terminal de paiement électronique** (89 contre 80 en 2020).

L'**emploi** dans le secteur du commerce est stable : il augmente de 0,3 % entre les mois de septembre 2020 et 2021, passant de 352 à 353 employés.



Chute de la fréquentation du Territoire

En 2021, encore davantage qu'en 2020, la fréquentation du Territoire a été très affectée par la crise de la Covid-19. En effet, à partir de mars 2021, la libre circulation entre le Territoire et la Nouvelle-Calédonie a été suspendue, et toutes les arrivées sont depuis soumises à un motif impérieux et un confinement strict à l'hôtel (et ont même été interrompues plus de deux mois avec la propagation de la pandémie de Covid-19 en Nouvelle-Calédonie en septembre). Avec 17 862 passagers cumulés sur les vols internationaux et domestiques, **le nombre de passagers a ainsi chuté de 44,7 % par rapport à 2020**.



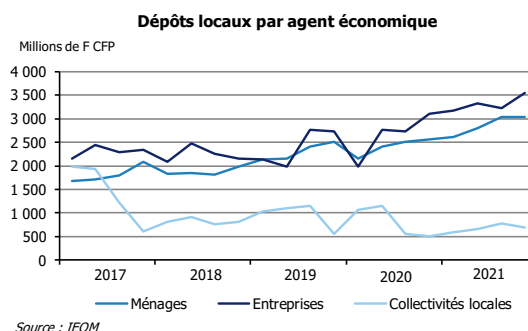
Le **trafic international, dont la baisse a été la plus importante** (-56 % sur l'année) ne représente plus que la moitié des passagers (8 975), contre les deux tiers les années précédentes, alors que le **trafic intérieur**, interrompu uniquement quelques semaines lors du confinement en mars-avril, a mieux résisté (-25 % sur l'année), avec 8 887 passagers.

Une activité financière en croissance

Hausse des actifs financiers des ménages et des entreprises

Les actifs financiers sont globalement en hausse, avec la croissance des actifs détenus par les ménages, les entreprises et les autres agents (dont les collectivités locales).

Le total des **actifs financiers** détenus par les agents économiques s'élève à 8,6 milliards de F CFP, contre 7,5 milliards l'année précédente, soit une hausse de 15,2 % sur un an. Cette augmentation est la conséquence de l'augmentation des **dépôts à vue** (+1 038 millions de F CFP, soit +19,0 %), due aux fortes progressions des dépôts des entreprises (+448 millions de F CFP, soit +14,4 %), des ménages (+409 millions de F CFP, soit +21,7 %) et des autres agents (+180 millions de F CFP, soit +37,3 %).

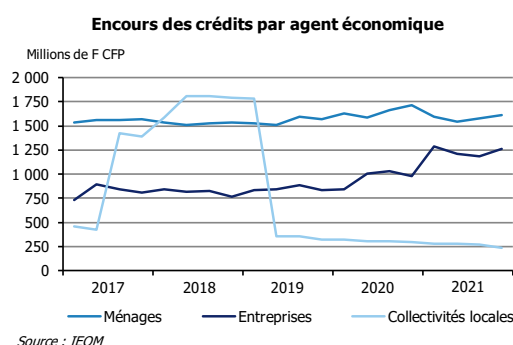


Les **placements liquides ou à court terme** augmentent (+63 millions de F CFP, soit + 9,0 %), de même que **l'épargne à long terme**, placée hors zone d'émission (+39 millions de F CFP, soit + 3,0 %). Ils sont détenus respectivement à hauteur de 97,1 % et de 99,9 % par les ménages à fin 2021. Ces derniers détenant, comme lors de ces dernières années, plus de la moitié des actifs totaux (50,8 %).

En complément de ces actifs financiers, la **monnaie fiduciaire** est particulièrement présente dans l'archipel et poursuit sa progression depuis plusieurs années. La **valeur des billets émis depuis le Territoire** atteint ainsi 3,4 milliards de F CFP, en croissance de 11,9 %, après +14,5 % en 2020 et +9,2 % en 2019.

Progression des crédits des entreprises, diminution des crédits accordés aux ménages et aux collectivités locales

L'encours sain des **crédits accordés par l'ensemble des établissements bancaires** atteint 3,2 milliards de F CFP en 2021, contre 3,0 milliards en 2020, en hausse de 7,1 % sur l'année. Le pic des encours pour les collectivités locales observé en 2017-2018 s'explique par le préfinancement du câble haut débit Tui Samoa avec un prêt de l'AFD remboursé en 2019.



Dans le détail, la principale évolution concerne les **crédits aux entreprises**, dont l'encours sain ressort, comme en 2020, en forte croissance (+28,4 % en 2021), il s'élève désormais à 1 259 millions contre 981 millions de F CFP un an auparavant. Cette évolution est à lier aux mesures de soutien accordées aux entreprises et notamment les PGE. Au 31 décembre 2021, 6 PGE ont en effet été accordés à des entreprises du Territoire pour un montant total de 183,2 millions de F CFP (1,529 million d'euros). L'encours sain des **crédits aux ménages** est, pour sa part, en baisse (-6,1 %), à 1,6 milliard de F CFP, avec la diminution des crédits à la consommation (-5,9 %), qui continuent de représenter plus de 95 % de l'encours. Les crédits à l'habitat des ménages baissent également (-16,2 %), à 33 millions de F CFP fin 2021. Les encours de **crédits accordés aux collectivités locales** sont également en diminution (-19,5 %), et s'établissent à 234 millions de F CFP fin 2021.

La vulnérabilité des ménages diminue

L'encours global des **créances douteuses brutes** est en baisse sur l'année (-19,2 %), s'élevant à 99 millions de F CFP en 2021 contre 123 millions en 2020, après une hausse de 10,1 % l'année dernière. Avec la hausse de l'encours sain, le **taux de créances douteuses** diminue à 3,0 % (contre 3,9 % à fin 2020).

À fin 2021, le nombre de **personnes physiques en interdiction bancaire** est en diminution (-11,3 %), pour la première fois depuis plusieurs années. En 2021, on recense 197 personnes en interdiction bancaire, contre 222 fin 2020. Même si leur nombre reste élevé, les **incidents de paiement par chèque** sont également en baisse (-20,4 %), avec 637 incidents en 2021 contre 800 en 2020. Enfin, le nombre de **personnes morales** en situation d'interdiction bancaire poursuit sa baisse, passant de 11 à 6 entités.

Perspectives

Le Territoire est exempt de circulation de la Covid-19 depuis le 16 juillet 2021, au prix d'une **fermeture des frontières** et de la nécessité d'un motif impérieux et d'un confinement strict à l'hôtel pour arriver à Wallis-et-Futuna. Ces mesures fortes, si elles permettent de limiter l'impact de la pandémie sur l'économie locale (et notamment sur le commerce), ont toutefois un impact sur les **secteurs économiques en relation avec l'extérieur** (hôtellerie, transport, agences de voyages) et engendrent des **problèmes d'approvisionnement**.

Le début de l'année 2022 est marqué par le lancement de certains travaux dans le cadre du **plan de relance** : les travaux pour l'agrandissement des locaux de la circonscription d'Uvéa à Mata'Utu ont commencé en février ; la construction d'une cité administrative à Futuna et la construction d'une maison d'accueil pour les femmes en détresse sont en phase de préparation.

Cela permet de donner une bonne dynamique au **secteur du BTP**, d'autant que d'autres projets devraient également voir leurs travaux débuter dans les prochains mois : le déplacement du service des postes et télécommunications (SPT) hors de la zone à risque tsunami ainsi que la construction d'un bâtiment neuf et la rénovation de la salle ORSEC à l'Administration supérieure.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : V. DE RAULIN – Responsable de la rédaction : C. MARAL
Rédaction : C. MARAL
